

Précarité énergétique dans le logement : comment innover en milieu rural ?



L'animatrice : Delphine Miroy, Responsable Education Relative à l'Environnement, Bourgogne Energies Renouvelables

Le grand témoin : Anne Savignon, Responsable du service Climat et transition énergétique, Syndicat Intercommunal d'Energies, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN)

La preneuse de notes : Laetitia Royer, Chargée de projet santé-environnement, Alterre BFC

Les participants :

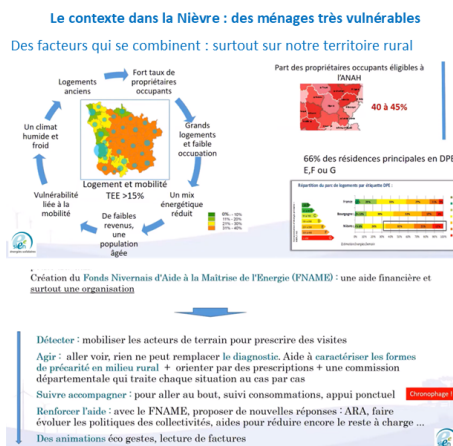
- Conseil Départemental de l'Yonne - Direction Précarité et Inclusion par l'Emploi
- DREAL BFC
- CAUE de l'Yonne
- Ville de Salins les Bains / CCAPS
- CC Portes du Haut-Doubs
- CCGAM
- EDF
- CCAPS
- AJENA
- DDT 70
- Conseil Départemental de la Côte-d'Or
- MISSION LOCALE DU CHAROLAIS
- Bourgogne Energies Renouvelables
- ADERA
- CC Val de Gray
- Conseil départemental 25
- PETR du Doubs central
- Alterre BFC
- SIEEEN
- LA CALIFORNIE TOUCY
- Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne

Présentation du retour d'expérience du SIEEEN par Anne Savignon :

REX DU SIEEEN

Anne Savignon, responsable du service Climat et transition énergétique
Précarité énergétique dans le logement : comment innover en milieu rural ?

- Abondement du FSL et du fonds départemental d'avance de subventions par le SIEEEN
- Une stratégie énergétique départementale définie en 2015 avec le Département
- Un Fonds « précarité énergétique » créé en 2013 avec visites à domicile (en binôme social + technique) ; co-financé SIEEEN et CD58, abondé par les EPCI ; choix de travaux performants
- Programme SLIME (dispositif du CLER) > un poste de conseillère en énergie + intervention de l'ALEC
- Information aux usagers (chèque énergie, fin tarifs réglementés...)
- Travail en partenariat avec Alec 58, CD 58, organismes caritatifs...
- Mobilisation régulière de tous les acteurs. Organisation des Rencontres départementales de la précarité énergétique



PISTES

- Mobilisation des acteurs (des élus notamment) via une conférence grand public qui les touche
- Mieux intégrer la précarité énergétique dans les métiers (conseillers France Renov, tous les travailleurs sociaux...)
- Problème des offres commerciales de fourniture d'énergie qui s'ajoute au phénomène des « passoires » énergétiques > Mieux informer les ménages
- Auto-réhabilitation accompagnée (Compagnons Bâtisseurs) en réflexion : agir dans le cadre de projets pertinents de rénovation énergétique

DIFFICULTES / QUESTIONNEMENTS

- Rallier à la cause davantage les travailleurs sociaux > inscrire la précarité énergétique dans les fiches de poste ? Trouver de nouveaux donneurs d'alerte (aides à domicile)
- Besoin d'accompagnement des ménages dans le cadre des orientations post-visite : qui et comment financer ce suivi qui est chronophage ?
- Reste à charge toujours conséquent > prêt à taux 0, fonds d'avance... mais bloque encore. Voir les aides 2024
- Les EnR sont-elles une réponse à la précarité énergétique (Autoconsommation collective photovoltaïque ? Une coopérative à l'image de Jurassic ? Réseaux de chaleur collectifs ?...)
- La solidarité entre habitants peut-elle permettre de construire un dispositif d'entraide via un modèle différent ?
- Comment intégrer les questions d'accès aux déplacements alors que l'on peine déjà à agir sur le logement ? > Un chargé de mission Mobilité au SIEEEN

Dans le cadre des missions du SIEEEN, le postulat de départ a été que beaucoup de ménages étaient touchés par la précarité. La priorité a été de **faire du diagnostic à domicile**, ce qui a permis de mieux connaître les situations de précarité. L'équipe s'est enrichie au fur et à mesure des problématiques rencontrées. Il faut avoir un regard de technicien et d'avoir des compétences en énergie.

Volonté de voir comment **aller plutôt sur du préventif** (que du curatif). C'est pourquoi le SIEEEN a financé un **fonds « petits travaux »**. Le Département a été sollicité : le SIEEEN a abondé à hauteur de 30 000 euros, le Département pour le même montant. L'objectif était aussi de « **faire du bruit** » par rapport à la **précarité énergétique** dans la Nièvre, pour interpeller les élus. Aujourd'hui ce fonds est mis en place, avec une commission mensuelle. La DDT est conviée, ainsi que le Pôle logement indigne. Pour ce fonds précarité, le SIEEEN n'a pas souhaité que les fournisseurs d'énergie participent.

Importance de caractériser la précarité énergétique en milieu rural et d'apporter des solutions spécifiques. En 2013, lancement d'un **diagnostic départemental** pour élaborer une stratégie aux horizons 2030/2050, avec un bureau d'études « Energies Demain » qui a aidé à la collecte de données. Aujourd'hui, on estime que 25% des ménages sont en précarité énergétique dans la Nièvre.

Constats : grands logements, anciens, beaucoup de personnes âgées, de femmes seules

Une des solutions développées : **créer des « unités de vie »** (seules 1 ou 2 pièces sont aménagées pour y vivre, et donc beaucoup moins de surface à chauffer).

Mais des problèmes aussi de mise aux normes électriques, de toiture... Questionnements autour des **problématiques structurelles sur le bâti en zone rurale**, dont le patrimoine est en train de disparaître, entraînant des risques d'insécurité et de santé. Les Compagnons bâtisseurs ont fait une étude dans la Nièvre, payée en partie par le SIEEEN, pour voir comment développer l'auto-réhabilitation accompagnée.

Souvent, les travailleurs sociaux constatent qu'il y a un problème de sur-abonnement énergétique des foyers. Ils communiquent aussi sur le chèque énergie et sur les éco-gestes.

Autre constat du diagnostic : **un mix énergétique très contraint** (bois, fioul, électrique). Encore moins de choix aujourd'hui dans les solutions de chauffage alternatives avec la fin du remplacement des chaudières au fioul, qui fait que l'on passe à l'électrique.

Une difficulté est de faire travailler ensemble tous les acteurs : les EPCI qui interviennent sur Energie-Climat, le Département sur l'action sociale, etc. **Le portage politique est essentiel.**

→ **Question : comment repérez-vous les ménages en précarité énergétique ?**

En milieu rural, les « invisibles » sont plus difficiles à repérer. Aujourd'hui, **environ un tiers des travailleurs sociaux s'occupent de la détection. Mais ce n'est pas encore suffisant.**

Les différentes associations sur le territoire interviennent beaucoup pour rétablir un lien de confiance avec les familles. Pour pouvoir enclencher des travaux de rénovation. Il y a aussi un lien de confiance à rétablir avec les artisans, pour qu'ils n'aient pas peur des impayés puisqu'il s'agit d'une population très précaire.

Une piste pourrait être de travailler avec les associations de consommateurs (crédit travaux à 1 euro, crédit panneaux photovoltaïques). Le Secours Catholique intervient aussi sur site pour vérifier les travaux. Dans la Nièvre, 5 entreprises à but d'emploi (EBE) se créent.

AUTRES RETOURS D'EXPERIENCES PARTAGÉS



LA CALIFORNIE TOUCY

Action menée : Soutien d'une personne en difficulté dans une passoire thermique

Difficultés : Trouver des artisans et un opérateur de mobilisation des subventions

Pistes : Explorer les combinaisons de chantiers d'insertion participatifs solidaires et les fondations caritatives (Abbé Pierre, Fondation de France, Caritas...) pour mobiliser les aides publiques.



CC Portes du Haut-Doubs

Action menée : OPAH

Difficultés : Toucher les ménages les plus précaires, aller vers eux et ne pas attendre qu'ils viennent à nous

Pistes : Rapprochement avec le centre médico-social local, stage IRTS avec le CMS sur la précarité énergétique en 2022, A poursuivre

Situations de personnes dans de l'habitat indigne, avec nécessité de reloger les personnes. L'aspect psychologique est très important et souvent sous-estimé (la vie sociale de ces personnes est à côté de leur domicile, etc). L'an dernier, le Centre médico-social a envoyé des stagiaires de l'UFPS (ils ont une approche totalement différente de la CC) pour qu'ils se penchent maintenant sur ces questions. Ils vont rendre leurs conclusions en fin d'année.

Il faut vraiment prendre en compte la vie de ces personnes et l'aspect accompagnement, pour ne pas leur imposer et intervenir simplement « en sauveur ». Il ne faut pas déposséder les personnes de leur logement. Il faut adapter à chaque cas (faire de la dentelle), alors que la commande publique c'est de massifier les aides face à la situation de précarité énergétique globale.

Pistes : Dispositif Buntty Bimby

<https://energy-cities.eu/fr/bimby-bunti-vs-etalement-urbain/>

L'opération BUNTI BIMBY du SCoT des Vosges Centrales (<https://bimby.scot-vosges-centrales.fr/>), c'est à ce jour 205 projets aboutis en 5 ans, dont une centaine de reconquête de logements vacants : 149 projets en BUNTI et 56 en BIMBY, dans la plupart des communes du SCoT, issus des actions de recrutement et d'accompagnement des porteurs de projet réalisées par Villes Vivantes, les techniciens du SCoT et les élus ambassadeurs de la démarche.

La démarche Bimby-Bunti a permis de mieux faire accepter le changement radical de modèle d'aménagement du territoire porté par le SCoT, basculant de l'étalement urbain vers le renouvellement urbain, en s'appuyant sur l'implication des élus locaux et sur le volontariat des habitants sans condition de ressources. L'investissement consenti par la collectivité pour assurer la gratuité de l'ingénierie est compensé par les économies générées en infrastructure par rapport au modèle traditionnel d'extension urbaine.



Bourgogne Energies renouvelables

Action menée : Accompagnement de familles en précarité en milieu rural

Expérimentation du dispositif Chauffefoi <https://chauffefoi.fr/>

Difficultés : Mobilisation des professionnels (artisans, entreprises), mobilisation des collectivités territoriales, Montant des travaux avec reste à charge bloquant, Eloignement géographique, Pas ou peu de financement pour l'accompagnement, Inertie de ces situations (blocages administratifs divers, temps de montage des dossiers...) avant le début concret des travaux, perte de confiance des familles accompagnées

Pistes : Evolution des aides publiques en 2024 permettant de combler en partie le fossé du reste à charge, appui de personnes tiers de confiance sur le terrain proches des familles, appui des associations caritatives, fonds privés (fondation)

Synthèse des difficultés exprimées par les participants

- Articulation entre les différents dispositifs
- Mix énergétique contraint
- Problème de mise aux normes électrique, toitures etc.
- Question de l'assurance des personnes qui vont sur place
- Comment détecter les invisibles ?
- Sortir du prisme énergétique pour avoir une vision globale
- Fossé du reste à charge
- Trouver des systèmes pour avancer l'argent
- Questions quant à l'auto-réhabilitation accompagnée
- Durée de ces accompagnements (chronophage, ne pas se décourager)
- Le cadre législatif / juridique ne cesse d'évoluer
- Pour lutter contre les arnaques liées au démarchage commercial, la répression des fraudes a un temps d'intervention beaucoup trop long suite à un signalement
- Quid des enjeux du chauffage au bois en milieu rural, au regard des nouvelles législations ? Il faut un mix !

Pistes d'actions identifiées

- **Fédérer tous les acteurs :**
 - > En faire une ambition politique
 - > Faire un plaidoyer pour la lutte contre la précarité énergétique en milieu rural
 - > Faire réseau : Département, élus (maires ruraux), collectivités, associations, artisans, ADIL (juristes), CAUE, Espaces Conseils France Renov, « mon accompagnateur Renov » (MAR), les acteurs de l'accompagnement vers l'autonomie, les Pimms, les Maisons France Service, centres médico-sociaux...
 - > Instruire la RGDPD pour faciliter la coopération entre acteurs en garantissant la confidentialité
- **Détecter, Repérer**
 - > Mobiliser les travailleurs sociaux, mais aussi d'autres relais de proximité (métiers médicaux, maires ruraux (AMRF), associations caritatives, associations de consommateurs, bénévoles...)
 - Ex : Dans l'Yonne, les permanences ont été développées dans différents lieux (épiceries solidaires, etc.), pour que les travailleurs sociaux aillent à la rencontre des besoins réels (accueil social de proximité).
 - > Construire un réseau de détecteurs (actions de formation)
 - > Mettre en place un SLIME à un niveau local ?
 - > Les énergéticiens doivent informer les Départements et collectivités en cas de coupures chez des particuliers, mais ce n'est pas toujours respecté (piste pour améliorer l'identification)
- **Agir**
 - > Faire du préventif plus que du curatif > Mettre en place un fonds petits travaux
 - > Aller voir dans le logement (importance du diagnostic)
 - > Former les techniciens aux aspects psychologiques et à l'accompagnement personnalisé, ainsi qu'à la médiation propriétaire / bailleur
 - > Développer des guichets uniques logement (du conseil jusqu'à la réalisation)
 - > Etablir des relations de confiance (avec les familles, les artisans, etc.)

- > Instaurer une aide juridique pour aider les communes à mettre en place des aides (pour sécuriser les communes qui ne savent pas toujours ce qu'elles ont le droit ou non de faire)
- > Envisager des travaux de qualité !
- > Empêcher le patrimoine rural de s'écrouler
- > Face au besoin de « massifier », il faut quand même tenir compte du cas par cas

- **Financement :**

- > De la part des énergéticiens ?
- > Mettre en place un SLIME
- > Nécessité de communiquer davantage sur le chèque énergie.
- > Communiquer davantage sur le fonds d'avance pour les collectivités : pour que ça ne coûte rien aux ménages. C'est une action forte en termes d'engagement politique dans la lutte contre la précarité.

- **Des pistes à investiguer :**

- > Elaborer des chantiers participatifs d'auto-réhabilitation
 - > Développer les énergies renouvelables (raccorder les personnes âgées aux réseaux de chaleur bois collectifs)
 - > Intégrer également le volet précarité énergétique pour se déplacer
-